

LES EMPLOYEURS DES SALARIÉS INTERMITTENTS DU SPECTACLE AU 1^{ER} TRIMESTRE 2016

Au cours du 1^{er} trimestre 2016, 47 000 employeurs ont employé au moins un salarié intermittent du spectacle relevant du champ d'application des annexes 8 et 10 de l'Assurance chômage. Le nombre de salariés est en hausse de 0,9% et le volume d'heures travaillées progresse de 2,5% sur un an.

Avertissement : Le champ d'analyse est restreint aux employeurs des salariés intermittents du spectacle. Les employeurs relèvent du champ d'application des annexes 8 et 10 de l'Assurance chômage dès lors qu'ils emploient, sous contrat à durée déterminée, au moins un salarié du spectacle au cours de la période considérée (artistes du spectacle, ouvriers ou techniciens concourant au spectacle). Ces employeurs peuvent être classés en deux catégories selon leur activité principale :

- Si le spectacle constitue leur activité principale ou leur objet (exploitation de lieux de spectacles, de parcs de loisirs ou d'attractions ; production de spectacles ; diffusion de spectacles...), ils sont identifiés comme employeurs des secteurs professionnels du spectacle.
- Si le spectacle vivant ne constitue ni leur activité principale, ni leur objet, ils sont identifiés comme employeurs hors secteurs professionnels du spectacle.

AU 1^{ER} TRIMESTRE 2016, UNE ACTIVITÉ EN HAUSSE ALORS QUE LE NOMBRE D'EMPLOYEURS RESTE STABLE

Sur un an, le nombre d'employeurs augmente très légèrement (+0,1%). Le nombre de salariés augmente de 0,9%, alors que la masse salariale, le nombre de contrats de travail et le volume d'heures travaillées progressent plus fortement avec respectivement +1,8%, +2,3% et +2,5% sur un an (cf. tableau 1).

Tableau 1 – Les employeurs d'intermittents du spectacle

	Janv à Mars 2015	Avr à Juin 2015	Juil à Sept 2015	Oct à Déc 2015	Janv à Mars 2016	Évolution annuelle 1er trimestre 2015 au 1er trimestre 2016 (en %)
Nombre d'employeurs	47 409	55 015	53 105	54 852	47 457	0,1
Nombre de salariés	160 790	174 557	169 752	174 203	162 229	0,9
Masse salariale (en milliers d'euros)	606 848	730 596	734 729	837 737	618 044	1,8
Volume d'heures travaillées (en milliers)	25 620	30 311	29 825	33 790	26 262	2,5
Nombre de contrats de travail (en milliers)	1 011	1 157	967	1 159	1 035	2,3

Sources : Pôle emploi - AEM, DUS - Champ France entière + Monaco - Données brutes

LES EMPLOYEURS DES SECTEURS PROFESSIONNELS CONCENTRENT 95,2% DE LA MASSE SALARIALE

Au 1^{er} trimestre 2016, les secteurs professionnels regroupent 22 000 employeurs, soit 46,2% de l'ensemble des employeurs des salariés intermittents. Ils sont cependant à l'origine de plus de 90% de l'activité : ils versent 95,2% de la masse salariale totale pour 92,6% du volume total d'heures travaillées. Au 1^{er} trimestre 2016, 92,1% des salariés intermittents du spectacle ont travaillé pour ces employeurs¹.

Sur un an, la progression la plus prononcée concerne le volume d'heures (+2,7%). D'une manière générale, les évolutions sont quasiment les mêmes que pour l'ensemble des employeurs (cf. tableau 2) mis à part le nombre d'employeurs qui augmente plus fortement (+1,1%).

Tableau 2 – Les employeurs des secteurs professionnels

	Janv à Mars 2015	Avr à Juin 2015	Juil à Sept 2015	Oct à Déc 2015	Janv à Mars 2016	Évolution annuelle 1 ^{er} trimestre 2015 au 1 ^{er} trimestre 2016 (en %)
Nombre d'employeurs	21 684	22 698	21 657	22 756	21 912	1,1
Nombre de salariés	147 861	161 285	157 030	161 596	149 385	1,0
Masse salariale (en milliers d'euros)	577 258	692 367	693 987	802 547	588 250	1,9
Volume d'heures travaillées (en milliers)	23 684	27 828	27 117	31 599	24 314	2,7
Nombre de contrats de travail (en milliers)	891	1 002	787	1 018	912	2,4

Sources : Pôle emploi - AEM - Champ France entière + Monaco - Données brutes

Au sein des employeurs des secteurs professionnels, il est possible de distinguer, selon l'activité de l'établissement dans la Nomenclature d'activité française (Naf 2008) :

- les employeurs relevant du champ spectacle parmi lesquels les employeurs dont l'activité relève du champ de l'audiovisuel et ceux relevant du champ du spectacle vivant ;
- les employeurs « hors champ spectacle ».

Au sein du champ spectacle, le nombre d'employeurs croît de 1,4% en un an

Au 1^{er} trimestre 2016, 94,8% des employeurs des secteurs professionnels appartiennent au champ spectacle. Parmi eux, 66,7%, soit 15 000 employeurs, exercent au sein du spectacle vivant, le reste (6 000 employeurs) exerçant dans l'audiovisuel (cf. tableau 3).

Sur un an, le nombre d'employeurs des secteurs professionnels augmente de 1,1%. La hausse concerne à la fois les secteurs de l'audiovisuel (+1,6%) et du spectacle vivant (+1,4%), tandis que le nombre d'employeurs des secteurs professionnels hors champ spectacle diminue de 5,7%.

Au sein du spectacle vivant, la progression est portée uniquement par le secteur des « arts du spectacle vivant » (+2,1%) qui concentre 87,8% des employeurs du spectacle vivant.

Le nombre d'employeurs dans le secteur de l'audiovisuel augmente de 1,6%. 82,6% des employeurs de l'audiovisuel relèvent de la « production audiovisuelle, le cinéma, l'animation », qui connaît une augmentation de 1,5% du nombre d'employeurs. Dans les autres secteurs, les évolutions sont contrastées : hausse de 2,9% dans la « distribution, projection, édition phonographique » ; baisse de 2,4% dans la « radio et télédiffusion ».

¹ Certains salariés intermittents travaillent à la fois pour des employeurs des secteurs professionnels et pour des employeurs hors secteurs professionnels.

Tableau 3 - Évolution du nombre d'employeurs des secteurs professionnels selon le secteur d'activité

Secteur d'activité	Janv à Mars 2015	Avr à Juin 2015	Juil à Sept 2015	Oct à Déc 2015	Janv à Mars 2016	Évolution annuelle 1er trimestre 2015 au 1er trimestre 2016 (en %)
Spectacle vivant	14 416	15 117	14 298	15 140	14 617	1,4
9001Z - Arts du spectacle vivant	12 574	13 203	12 502	13 282	12 838	2,1
9002Z - Activités de soutien au spectacle vivant	1 407	1 475	1 404	1 429	1 347	- 4,3
9004Z - Gestion de salles de spectacles	435	439	392	429	432	- 0,7
Audiovisuel	6 065	6 286	6 139	6 423	6 160	1,6
Distribution, projection, édition phonographique (5913A, 5913B, 5914Z, 5920Z)	842	873	833	868	866	2,9
Production audiovisuelle, cinéma, animation (5911A, 5911B, 5911C, 5912Z)	5 015	5 190	5 090	5 333	5 091	1,5
Radio et télédiffusion (6010Z, 6020A, 6020B)	208	223	216	222	203	- 2,4
Total champ spectacle	20 481	21 403	20 437	21 563	20 777	1,4
Total hors champ spectacle	1 203	1 295	1 220	1 193	1 135	- 5,7
Ensemble	21 684	22 698	21 657	22 756	21 912	1,1

Sources : Pôle emploi - AEM - Champ France entière + Monaco - Données brutes

La masse salariale augmente de 1,9% en un an

Au 1^{er} trimestre 2016, le champ spectacle concentre 97,8% de la masse salariale versée aux salariés intermittents par les employeurs des secteurs professionnels. Ce trimestre, les versements atteignent 588 millions d'euros, en augmentation de 1,9% en un an (cf. tableau 4).

Cette hausse est induite principalement par le secteur de l'audiovisuel en progression de 2,6% en un an, le spectacle vivant affichant une hausse plus modérée avec +1,3% en un an.

La hausse de la masse salariale versée dans le secteur du spectacle vivant résulte d'évolutions disparates : hausse dans la « gestion de salles de spectacles » (+8,4%) et dans les « arts du spectacle vivant » (+1,2%), baisse dans les « activités de soutien au spectacle vivant » (-1,9%).

Les secteurs en augmentation concentrent 86,3% de la masse salariale versée au sein du spectacle vivant.

L'audiovisuel regroupe 60,9% de la masse salariale versée pour 28,1% des employeurs au sein des secteurs professionnels. A l'inverse, le spectacle vivant concerne 66,7% des employeurs pour 36,9% de la masse salariale versée.

Tableau 4 - Évolution de la masse salariale versée par les employeurs des secteurs professionnels selon le secteur d'activité (en milliers d'euros)

Secteur d'activité	Janv à Mars 2015	Avr à Juin 2015	Juil à Sept 2015	Oct à Déc 2015	Janv à Mars 2016	Évolution annuelle 1er trimestre 2015 au 1er trimestre 2016 (en %)
Spectacle vivant	214 260	248 997	211 551	267 367	216 957	1,3
9001Z - Arts du spectacle vivant	169 730	197 053	166 904	213 094	171 791	1,2
9002Z - Activités de soutien au spectacle vivant	30 240	37 091	34 103	36 986	29 676	- 1,9
9004Z - Gestion de salles de spectacles	14 289	14 853	10 545	17 288	15 490	8,4
Audiovisuel	349 236	427 281	468 115	518 755	358 403	2,6
Distribution, projection, édition phonographique (5913A, 5913B, 5914Z, 5920Z)	7 640	8 180	7 314	8 543	7 902	3,4
Production audiovisuelle, cinéma, animation (5911A, 5911B, 5911C, 5912Z)	303 140	378 523	415 486	465 180	310 737	2,5
Radio et télédiffusion (6010Z, 6020A, 6020B)	38 456	40 578	45 314	45 032	39 763	3,4
Total champ spectacle	563 496	676 278	679 666	786 122	575 359	2,1
Total hors champ spectacle	13 762	16 089	14 321	16 424	12 891	- 6,3
Ensemble	577 258	692 367	693 987	802 547	588 250	1,9

Sources : Pôle emploi - AEM - Champ France entière + Monaco - Données brutes

Le volume d'heures augmente de 2,7% en un an

Le volume de travail des salariés intermittents au sein des secteurs professionnels atteint 24 millions d'heures au 1^{er} trimestre 2016. Il augmente de 2,7% en un an. Cette hausse est portée par le champ spectacle, qui concentre 96,8% des heures travaillées. En un an, le volume de travail progresse de 1,9% pour le spectacle vivant et de 3,4% pour l'audiovisuel (cf. tableau 5).

La hausse dans le secteur de l'audiovisuel recouvre des évolutions disparates : quasi stabilité dans la « distribution, projection, édition phonographique » (+0,5%) et dans la « radio et télédiffusion » (0,0%), hausse forte dans la « production audiovisuelle, le cinéma, l'animation » (+3,9%), ce dernier secteur représentant 86% des heures travaillées dans l'audiovisuel.

Le secteur du spectacle vivant présente des évolutions encore plus contrastées : hausse modérée dans les « arts du spectacle vivant » (+2,1%), qui représente 80% des heures travaillées dans le secteur, hausse plus prononcée dans la « gestion de salles de spectacles » (+6,6%), baisse dans les « activités de soutien au spectacle vivant » (-2,1%).

Les secteurs en hausse concentrent 87,6% des heures travaillées dans le spectacle vivant.

Au 1^{er} trimestre 2016, le volume de travail est plus important pour l'audiovisuel que pour le spectacle vivant (respectivement 49,5% et 47,3% des heures travaillées des secteurs professionnels pour chacun de ces deux domaines).

Tableau 5 - Évolution du volume d'heures de travail des employeurs des secteurs professionnels selon le secteur d'activité (en milliers d'heures)

Secteur d'activité	Janv à Mars 2015	Avr à Juin 2015	Juil à Sept 2015	Oct à Déc 2015	Janv à Mars 2016	Évolution annuelle 1er trimestre 2015 au 1er trimestre 2016 (en %)
Spectacle vivant	11 294	12 950	11 326	14 186	11 504	1,9
9001Z - Arts du spectacle vivant	8 992	10 261	9 045	11 384	9 178	2,1
9002Z - Activités de soutien au spectacle vivant	1 456	1 795	1 659	1 776	1 425	-2,1
9004Z - Gestion de salles de spectacles	845	894	622	1 026	901	6,6
Audiovisuel	11 648	13 898	14 908	16 436	12 039	3,4
Distribution, projection, édition phonographique (5913A, 5913B, 5914Z, 5920Z)	331	354	300	343	333	0,5
Production audiovisuelle, cinéma, animation (5911A, 5911B, 5911C, 5912Z)	9 964	12 136	13 048	14 535	10 353	3,9
Radio et télédiffusion (6010Z, 6020A, 6020B)	1 354	1 409	1 560	1 558	1 353	-0,0
Total champ spectacle	22 942	26 848	26 234	30 622	23 543	2,6
Total hors champ spectacle	742	979	883	977	771	3,9
Ensemble	23 684	27 828	27 117	31 599	24 314	2,7

Sources : Pôle emploi - AEM - Champ France entière + Monaco - Données brutes

Au 1^{er} trimestre 2016, le nombre d'heures travaillées a augmenté plus fortement (+2,7%) que le nombre d'employeurs (+1,1%) et la masse salariale (+1,9%).

LES EMPLOYEURS HORS SECTEURS PROFESSIONNELS REPRÉSENTENT 53,8% DES EMPLOYEURS ET 4,8% DE LA MASSE SALARIALE

Au 1^{er} trimestre 2016, les 26 000 employeurs hors secteurs professionnels représentent 53,8% du total des employeurs. Ils emploient 20,8% des salariés intermittents du spectacle². Ils versent 4,8% de la masse salariale totale pour 7,4% du volume total d'heures travaillées (cf. tableau 6).

Au 1^{er} trimestre 2016, et sur un an, le nombre de salariés, le montant de masse salariale, le volume d'heures travaillées et le nombre de contrats sont en légère hausse (respectivement +0,9%, +0,7%, +0,6% et +1,6%) alors que le nombre d'employeurs a légèrement diminué (-0,7%).

Tableau 6 – Les employeurs hors secteurs professionnels

	Janv à Mars 2015	Avr à Juin 2015	Juil à Sept 2015	Oct à Déc 2015	Janv à Mars 2016	Évolution annuelle 1er trimestre 2015 au 1er trimestre 2016 (en %)
Nombre d'employeurs	25 725	32 317	31 448	32 096	25 545	- 0,7
Nombre de salariés	33 465	39 642	36 029	36 347	33 771	0,9
Masse salariale (en milliers d'euros)	29 590	38 229	40 742	35 190	29 793	0,7
Volume d'heures (en milliers)	1 936	2 483	2 708	2 191	1 948	0,6
Nombre de contrats de travail	120 388	155 468	180 336	140 785	122 337	1,6

Sources : Pôle emploi - DUS - Champ France entière + Monaco - Données brutes

Près d'un tiers des employeurs hors secteurs professionnels exercent leur activité dans le domaine associatif

Au 1^{er} trimestre 2016, deux secteurs d'activité regroupent à eux seuls plus de la moitié des employeurs hors secteurs professionnels : les « activités des organisations associatives » (33,3%) et les employeurs « particuliers » (19,9%).

La baisse de 0,7% du nombre d'employeurs sur un an (cf. tableau 7) s'explique principalement par la diminution des « employeurs particuliers » (-5,7%), des employeurs de l' « enseignement » (-3,3%). Des employeurs des « autres secteurs d'activité » (-1,5%) et des employeurs des « activités des organisations associatives » (-1,2%).

Tableau 7 – Évolution du nombre d'employeurs hors secteurs professionnels selon le secteur d'activité

Secteur d'activité (**)	Janv à Mars 2015	Avr à Juin 2015	Juil à Sept 2015	Oct à Déc 2015	Janv à Mars 2016	Évolution annuelle 1er trimestre 2015 au 1er trimestre 2016 (en %)
Activités des organisations associatives (94)	8 599	9 977	9 620	10 796	8 495	- 1,2
Employeurs "particuliers"	5 391	8 378	8 345	5 623	5 086	- 5,7
Hébergement et restauration (55, 56)	2 582	3 486	4 746	3 023	2 726	5,6
Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire (84)	2 276	2 491	2 597	3 401	2 315	1,7
Hébergement médico-social et social, action sociale sans hébergement (86, 87, 88)	2 111	2 376	1 624	3 699	2 171	2,8
Activités sportives, récréatives et de loisirs (93)	1 285	1 419	1 120	1 368	1 310	1,9
Enseignement (85)	1 059	1 304	635	1 091	1 024	- 3,3
Création artistique relevant des arts plastiques et autre création artistique (9003A, 9003B)	111	162	141	160	141	---- (**)
Autres secteurs d'activité	2 311	2 724	2 620	2 935	2 277	- 1,5
Total	25 725	32 317	31 448	32 096	25 545	- 0,7

(*) Répertorié par les codes NAF A88, ou NAF 2008

Sources : Pôle emploi - DUS - Champ France entière + Monaco - Données brutes

(**) Évolution non affichée (en raison de la faible volumétrie observée)

La masse salariale enregistre une légère augmentation de 0,7% en un an

Au 1^{er} trimestre 2016, la masse salariale versée aux salariés intermittents par les employeurs hors secteurs professionnels atteint 29,8 millions d'euros, en augmentation de 0,7% sur un an (cf. tableau 8).

² Certains salariés intermittents travaillent à la fois pour des employeurs des secteurs professionnels et pour des employeurs hors secteurs professionnels.

Cette augmentation est portée principalement par le secteur des « activités des organisations associatives » qui représente 29,5% de la masse salariale hors secteurs professionnels et qui connaît une hausse de 0,7% sur un an et par le secteur de l'« hébergement et restauration » qui représente 15,3% de la masse salariale et qui est en hausse de 2,2%.

Tableau 8 – Évolution de la masse salariale versée par les employeurs hors secteurs professionnels selon le secteur d'activité (en milliers d'euros)

Secteur d'activité (*)	Janv à Mars 2015	Avr à Juin 2015	Juil à Sept 2015	Oct à Déc 2015	Janv à Mars 2016	Évolution annuelle 1er trimestre 2015 au 1er trimestre 2016 (en %)
Activités des organisations associatives (94)	8 719	12 163	14 491	11 336	8 784	0,7
Employeurs "particuliers"	1 735	3 293	3 540	1 985	1 689	-2,7
Hébergement et restauration (55, 56)	4 456	4 967	7 576	4 737	4 554	2,2
Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire (84)	7 498	9 130	7 291	7 650	7 388	-1,5
Hébergement médico-social et social, action sociale sans hébergement (86, 87, 88)	1 090	1 199	681	1 912	1 091	0,1
Activités sportives, récréatives et de loisirs (93)	1 171	1 497	1 453	1 452	1 246	6,4
Enseignement (85)	1 627	1 977	1 135	1 551	1 666	2,4
Création artistique relevant des arts plastiques et autre création artistique (9003A, 9003B)	100	191	144	159	144	---- (**)
Autres secteurs d'activité	3 194	3 812	4 431	4 408	3 231	1,2
Total	29 590	38 229	40 742	35 190	29 793	0,7

(*) Répertorié par les codes NAF A88, ou NAF 2008

Sources : Pôle emploi - DUS - Champ France entière + Monaco - Données brutes

(**) Évolution non affichée (en raison de la faible volumétrie observée)

Hors secteurs professionnels, les employeurs « particuliers » représentent 19,9% des employeurs pour 5,7% de la masse salariale versée. A l'inverse, l'administration regroupe 9,1% des employeurs pour 24,8% de la masse salariale versée.

Le nombre d'heures travaillées augmente de 0,6% en un an

Le volume de travail des salariés intermittents des employeurs hors secteurs professionnels atteint 1,9 millions d'heures au 1^{er} trimestre 2016, en légère augmentation de 0,6% sur un an.

Cette évolution annuelle s'explique principalement par l'augmentation observée dans le secteur de l'« hébergement et restauration » (+3,0%), dans les « autres secteurs d'activités » (+0,6%) et dans les « activités des organisations associatives » (+0,4%), qui représentent conjointement 58,0% des heures travaillées.

Tableau 9 – Évolution du volume d'heures de travail des employeurs hors secteurs professionnels selon le secteur d'activité (en milliers d'heures)

Secteur d'activité (*)	Janv à Mars 2015	Avr à Juin 2015	Juil à Sept 2015	Oct à Déc 2015	Janv à Mars 2016	Évolution annuelle 1er trimestre 2015 au 1er trimestre 2016 (en %)
Activités des organisations associatives (94)	569	802	959	701	572	0,4
Employeurs "particuliers"	149	246	256	153	138	- 7,5
Hébergement et restauration (55, 56)	361	402	595	365	372	3,0
Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire (84)	417	498	404	411	417	- 0,2
Hébergement médico-social et social, action sociale sans hébergement (86, 87, 88)	71	80	47	117	73	2,1
Activités sportives, récréatives et de loisirs (93)	74	97	98	90	82	10,4
Enseignement (85)	102	125	70	94	99	- 2,7
Création artistique relevant des arts plastiques et autre création artistique (9003A, 9003B)	7	12	10	12	11	--- (**)
Autres secteurs d'activité	185	222	267	247	186	0,6
Total	1 936	2 483	2 708	2 191	1 948	0,6

(*) Répertorié par les codes NAF A88, ou NAF 2008

Sources : Pôle emploi - DUS - Champ France entière + Monaco - Données brutes

(**) Évolution non affichée (en raison de la faible volumétrie observée)

Olivier RODRIGUEZ
Département Observatoire de l'emploi

ANNEXE MÉTHODOLOGIQUE

1. CHAMP

Le champ de cette publication porte sur les employeurs qui relèvent du champ d'application des annexes 8 et 10 de l'Assurance chômage et qui emploient, sous contrat à durée déterminée, au moins un salarié du spectacle (artistes du spectacle, ouvriers ou techniciens concourant au spectacle).

2. DEFINITIONS

Les employeurs d'intermittents du spectacle

Les annexes 8 et 10 au règlement général de la Convention de l'Assurance chômage relatives à l'aide au retour à l'emploi et à l'indemnisation du chômage sont applicables aux employeurs procédant à l'embauche et à l'emploi de salarié(s) du spectacle, au titre d'un contrat de travail à durée déterminée.

Les employeurs dont l'activité principale ou l'objet est le spectacle, notés employeurs des secteurs professionnels, relèvent du périmètre du Centre de Recouvrement. Les secteurs d'activité d'appartenance de ces employeurs sont limitativement définis selon le code de la Nomenclature d'Activités Française (NAF) : édition de l'enregistrement sonore, production cinématographique et audiovisuelle, diffusion de programmes de télévision ou de radio, production de spectacles vivants ou réalisation de prestations techniques pour la création de spectacles vivants.

Les employeurs dont l'activité principale ou l'objet n'est pas le spectacle et les groupements d'artistes amateurs bénévoles, notés employeurs hors secteurs professionnels, relèvent du périmètre du Guso (Guichet unique du spectacle occasionnel).

Le Guso est un dispositif permettant aux organisateurs de spectacles vivants concernés de se libérer auprès d'un seul organisme habilité par arrêté, de l'ensemble des déclarations obligatoires liées à l'embauche et à l'emploi, sous contrat à durée déterminée, d'artistes et de techniciens du spectacle, ainsi que du paiement de l'ensemble des cotisations et contributions sociales s'y rapportant. Cette procédure simplifiée permet d'effectuer les déclarations et de payer les cotisations et contributions aux six organismes de recouvrement partenaires du Guso que sont :

- Les Unions de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations familiales (URSSAF) ou les Caisses Générales de Sécurité Sociale (CGSS) pour les départements d'outre-mer;
- L'Unédic;
- AUDIENS, représentant l'IRPS, l'IRCPS et l'IPICAS;
- La Caisse des Congés Spectacles (CCS);
- Le Fonds d'assurance formation des activités du spectacle (AFDAS);
- Le Centre médical de la Bourse (CMB).

Les salariés intermittents du spectacle

Les salariés du spectacle concernés par ces annexes sont :

- Les ouvriers et techniciens du spectacle sous contrat de travail à durée déterminée exerçant l'une des fonctions limitativement énumérées dans la liste jointe à l'annexe 8 au règlement général de la Convention de l'Assurance chômage (article 1er § 4 de l'annexe 8).
- Les artistes du spectacle sous contrat de travail à durée déterminée tels que définis à l'article L. 762-1 du code du travail (article 1er § 4 de l'annexe 10).

Les employeurs du champ spectacle

L'activité de l'établissement employeur identifié par les codes NAF suivants permet de circonscrire le champ spectacle :

Spectacle vivant :

9001Z	Arts du spectacle vivant
9002Z	Activités de soutien au spectacle vivant
9004Z	Gestion de salles de spectacles

Audiovisuel :

5911A	Production de films et de programmes pour la TV
5911B	Production de films institutionnels
5911B	Production de films cinématographiques
5912Z	Postproduction de films cinématographiques, de vidéos et de programmes télévisuels
5913A	Distribution de films cinématographiques
5913B	Edition et distribution vidéo
5914Z	Projection de films cinématographiques
5920Z	Enregistrement sonore et édition musicale
6010Z	Edition et diffusion de programmes radio
6020A	Edition de chaînes généralistes
6020B	Edition de chaînes thématiques

Le « hors champ spectacle » comprend les activités restantes regroupées par codes NAF A88 ou NAF 2008 comme les activités des organisations associatives (NAF A88 94), l'hébergement & la restauration (NAF A88 55,56), l'administration (NAF A88 84)...etc.

La distinction entre « champ spectacle » et « hors champ spectacle » ne recouvre pas exactement la distinction entre « secteurs professionnels » et « hors secteurs professionnels », même si les champs sont très proches.

Plus précisément, la distinction « champ spectacle » et « hors champ spectacle » se fonde strictement sur le code NAF de l'employeur.

La distinction entre « secteurs professionnels » et « hors secteurs professionnels » est une distinction opérationnelle liée au recouvrement des cotisations (par le Centre de Recouvrement ou par le Guso) selon l'application des textes réglementaires ; cette distinction ne dépend pas uniquement du code NAF de l'employeur mais dépend également de l'objet du contrat

3. SOURCES

Les employeurs relevant du champ d'application des annexes 8 et 10 sont tenus de procéder aux déclarations nominatives mensuelles liées à l'embauche et à l'emploi de salarié(s) du spectacle, au titre d'un contrat de travail à durée déterminée, soit par une Attestation d'Employeur Mensuelle (AEM), soit par une Déclaration Unique Simplifiée (DUS) s'ils relèvent du champ d'application du Guso.

Ces déclarations contiennent des éléments d'identification du salarié, de l'employeur, du contrat de travail ainsi que des rémunérations et contributions dues.

Elles sont gérées dans deux bases opérationnelles différentes : ATE pour les Attestations d'Employeurs Mensuelles et Guso pour les Déclarations Uniques Simplifiées.

Les données brutes présentées dans cette note sont élaborées à partir de ces deux sources.

Toutes les données sont établies à partir des informations déclarées pour les contrats de travail effectués au cours de la période considérée.

4. METHODE DE CALCUL DES INDICATEURS

Le nombre d'employeurs : il est calculé sur la base du SIRET pour les employeurs professionnels et sur la base de l'identifiant interne unique de l'employeur attribué par Pôle emploi. En effet, certains employeurs du champ Guso, comme les particuliers et certaines associations, n'ont pas de SIRET.

Sont comptabilisés tous les employeurs ayant employé au moins un intermittent du spectacle au cours de la période considérée.

Le nombre de salariés : il est calculé sur la base de l'identifiant individuel NIR. Sont comptabilisés tous les salariés intermittents du spectacle ayant eu au moins un contrat de travail au cours de la période considérée et ayant été déclarés par un employeur relevant du champ professionnel ou du Guso.

Au sein de chaque catégorie d'employeurs (secteurs professionnels, hors secteurs professionnels), un salarié n'est comptabilisé qu'une seule fois, même s'il a travaillé pour plusieurs employeurs au cours de la période considérée.

Les salariés travaillant, au cours de l'année pour les deux catégories d'employeurs sont comptabilisés pour l'une et l'autre catégorie.

En revanche, lorsqu'on dénombre le nombre total de salariés intermittents du spectacle, sans distinction de la catégorie d'employeurs, les salariés ne sont comptabilisés qu'une seule fois même s'ils ont travaillé pour des employeurs de catégories différentes.

La masse salariale : La notion de masse salariale retenue dans cette note correspond aux salaires, déclarés et versés par les employeurs au titre des contrats de travail exécutés au cours de la période considérée. Il s'agit des salaires bruts avant abattement pour frais professionnels.

ISSN 2275-5322

POUR EN SAVOIR PLUS

contact_DSEE.0014@pole-emploi.fr

www.pole-emploi.org

Pôle emploi, 1 avenue du Docteur Gley, 75987
Paris cedex 20

Directeur de publication

Jean BASSÈRES

Directeur de la rédaction

Stéphane DUCATEZ

Réalisation

Direction des Statistiques, des Études et de
l'Évaluation

